

2009 – Séminaire 1

Les sociétés européennes en devenir

Sociologie des métamorphoses des quartiers populaires

Michel Kokoreff

Maître de conférences à l'Université Paris René Descartes,
chercheur au Cesames (Cnrs/Paris 5/Inserm)

Sur la question des banlieues, je partirai d'un double constat. En France – c'est très différent ailleurs – cette question défraye la chronique depuis au moins une trentaine d'années, tant sur le plan des politiques publiques que sur celui des problèmes sociaux ou des émeutes. Elle n'a pas cessé de se poser à la société française, même si elle apparaît de façon intermittente, avec parfois des retours forts comme lors des émeutes de 2005. Au fond, et c'est une des thèses que je développe dans « La sociologie des émeutes », la société française est entrée dans un cycle d'émeutes traité par l'actualité de façon sporadique en alternant dramatisation et indifférence. Il s'agit d'un sujet lourd, massif, connu, sur lequel les chercheurs et les politiques ont déjà dit beaucoup de choses, et où l'on risque de se répéter. Deuxième constat : la production sociologique française sur cette question a été abondante – qu'il s'agisse des pratiques des jeunes, de l'emploi, de l'école, des processus de ségrégation, des politiques publiques, de la construction médiatique des phénomènes sociaux, etc. – et cette prolifération qu'on peut dater du milieu des années 80 traduit, par-delà les divergences d'approches et de méthodes, un vrai dynamisme intellectuel.

Quels sont les enjeux de ces recherches ? L'un est d'améliorer nos connaissances de ce qui se passe dans les marges urbaines périphériques plus ou moins dégradées, au regard notamment de la production sociale de stéréotypes. En France, quand on parle des banlieues, on parle presque des misérables du XIXe siècle. Ce poids historique pèse très fort dans les représentations et associe largement la marge au désordre, la périphérie aux pauvres. Sans dénoncer forcément, sans non plus déconstruire systématiquement, il n'est pas inutile socialement d'éclairer et de nuancer ces représentations. On peut aussi faire l'hypothèse que la situation sociale dans ces quartiers, définis politiquement comme des zones urbaines sensibles, est aussi révélatrice de transformations sociales et urbaines autant que culturelles et politiques qui travaillent l'ensemble de la société française, pour ne pas dire plus largement les sociétés de l'Europe de l'Ouest. Tout se passe, en effet, comme si les quartiers exacerbent un certain nombre de tendances : dégradation de la situation sociale, montée des discriminations de toute sorte, intensification des barrières urbaines, sentiment d'insécurité civile ou sociale, identitaire même. Il y aurait une sorte d'effet miroir des quartiers qui seraient le site de processus sociaux plus globaux, comme la question de la sécurité le montre facilement. Le tournant sécuritaire des politiques publiques dans tous les pays de l'Europe de l'Ouest à partir des années 90, sous des gouvernements sociaux démocrates en particulier, trouve une sorte de traduction territoriale très vive, très intense dans des zones de marginalité urbaine, pour ne pas parler des banlieues. Si on accepte cette hypothèse d'une exacerbation, d'un effet miroir ou d'épicentre de la question sociale, décrire et expliquer les métamorphoses des quartiers populaires revient à parler des transformations de la société française. Je voudrais vous présenter mon exposé

en trois points : en quoi peut-on parler de métamorphoses, de transformations ? Et si je choisis ce terme de métamorphose ce n'est pas par pure coquetterie, c'est aussi pour une raison bien particulière que j'essaierai d'expliquer. Deuxième point, quelles dimensions prennent-elles ? Enfin, dernier point qui n'est pas le moindre, mais sur lequel je serai peut-être le moins bavard pour ouvrir la discussion, comment les interpréter ?

Une spirale négative ?

Ma thèse serait qu'à partir du milieu des années 90, on a assisté à une série de transformations en partie structurelles et urbaines des quartiers populaires rebaptisées zones urbaines sensibles. Évidemment, on a à l'esprit un certain nombre d'indicateurs qui témoignent sinon d'une rupture, du moins d'une dégradation de la situation. L'accentuation du chômage et de la précarité qui affecte en particulier les jeunes de moins et de plus de 25 ans est un indicateur privilégié, mais on pourrait aussi invoquer l'appauvrissement du patrimoine des offices de HLM. Dans un autre registre, on constate la montée d'un racisme à la fois produit par les institutions et populaire, une intensification de la répression policière à l'égard des mineurs et des jeunes corrélativement à une explosion de la délinquance des mineurs, ce qui pose la question de sa cause. On pourrait aussi indiquer l'importance prise depuis une dizaine d'année du cannabis, de l'héroïne, mais pas seulement. De même, on pourrait parler d'un certain émiettement paradoxal des conduites de délinquance, qui a trouvé une sorte de traduction à travers le terme d'incivilités. On aurait tort cependant de penser que ce qui change s'inscrit simplement dans une spirale de la dégradation avec des phénomènes qui s'amplifient et se conjuguent mutuellement comme le chômage, la précarité, l'ethnisation de la question sociale, la délinquance ou le pourrissement de l'ambiance dans un certain nombre de villes ou de quartiers. Ce qui change c'est aussi, par exemple, le rapport entre les habitants et les institutions comme si le fossé se creusait. Le sentiment d'abandon dont on parlait dans les années 90 est plus fortement avéré aujourd'hui, qu'il s'agisse de l'école, du travail social, de la police ou de la justice sans parler des bailleurs sociaux. Mais, là encore, on est dans une spirale négative et, victime du syndrome du réverbère c'est-à-dire du fait de regarder là où il y a de la lumière, on ne voit pas les processus de recomposition qui me semblent aussi importants.

Une nouvelle génération de militants

On assiste ainsi à une recomposition politique par le bas dans les quartiers populaires, c'est-à-dire à l'émergence d'une nouvelle génération de militants des cités, de gens qui ont vingt, vingt-cinq ans, trente ans, qui ont entendu parler de la marche des beurs mais qui étaient trop petits pour y participer. Méfiants à l'égard des partis politiques, de gauche (le PC en particulier) ou de droite (le RPR dans les années 90), ils se mobilisent néanmoins par des voies associatives sur les questions liées à la police, à la justice, à l'habitat, à la qualité de vie, au racisme ; profitent éventuellement de la manne des emplois jeunes pour stabiliser leur situation sociale et du coup prendre leur distance vis-à-vis des mirages de l'économie souterraine et de l'argent facile. Une nouvelle génération de militants de cités a émergé tout au long des années 90 finissantes et au début des années 2000, qui vont jouer, en particulier dans les émeutes de 2005, un rôle de médiateurs au sens d'embrayeurs, de passeurs, pour faire entendre ce que la société dans sa généralité a du mal à entendre. En mettant l'accent sur ce qui se dégrade dans les quartiers populaires, sans doute à juste titre, on ne voit pas toujours ce qui se recompose par ailleurs. A côté des processus de désaffiliation pour reprendre la terminologie de Robert Castel, on pourrait aussi parler de processus de réaffiliation : autour de l'identité locale (mon quartier, ma cité), du business qui, quels que soient nos valeurs ou les normes de la société dominante, est une forme d'ancrage social, ou autour d'activités associatives ou militantes.

La question des banlieues est relativement ancienne et s'inscrit dans une série de bouleversements bien étudiés par les sociologues : bouleversements structurels avec les effets sociaux de la désindustrialisation et de la décomposition des mondes ouvriers ; bouleversements sur la question ethnique en quelque sorte incorporée dans la société française depuis la colonisation mais qui s'est accentuée... Les émeutes de 2005 s'inscrivent à la fois dans ces transformations à long terme et dans une sorte d'accélération plus récente. Sur le volet sécuritaire, la seule réponse aux fauteurs de

troubles a été une réponse répressive, bien plus qu'en 80 avec les rodéos des Minguettes ou à Vaulx-en-Velin en 90. Du côté des émeutiers, il semble bien que la rage ait décuplé avec le renouvellement d'acteurs, puisque aux jeunes majoritairement issus de l'immigration maghrébine, se sont ajoutés des jeunes issus de l'immigration sud saharienne que l'on connaît finalement assez mal, ce qui du coup favorise les lieux communs.

Métamorphose des classes dangereuses

Comment dater ce phénomène ? A partir de quand change-t-on de problématique ? Le terme de métamorphose est à ce titre assez pratique de ce point de vue là et je reprends l'usage qu'en fait Robert Castel. Les métamorphoses de la question sociale, explique-t-il, permettent de marquer les changements sans sous-estimer les continuités, en s'intéressant à ce que Pierre Bourdieu a appelé des *homologies de position*, comme celle, par exemple, qu'il établit entre les vagabonds de l'Ancien régime et la classe dangereuse du XIXe siècle. Dans un article récent, Robert Castel prolonge cette idée de l'homologie en disant que, proches en cela des toxicomanes des banlieues à un certain moment, les émeutiers partagent avec les classes dangereuses des conditions de vie, des situations de handicap, et un même recours à la violence comme mode d'expression privilégiée, précisément parce qu'ils ne sont pas dotés de modes de représentation politique. Bref, avant les classes laborieuses, il y a des classes dangereuses, avant les grandes grèves, il y a les émeutes. La peur des classes dangereuses est une forme d'invariant structurel qui traverse la société française, qui a simplement changé de visage : dans la première moitié du XIXe siècle c'étaient les canuts de Lyon, au début du XXe siècle c'étaient les Apaches, dans les années 50 les blousons noirs, aujourd'hui c'est la racaille. De ce point de vue là, le terme de métamorphose présente d'importantes vertus heuristiques. On pourrait préciser les choses en s'interrogeant sur ce qu'il y a de commun, par exemple, entre d'un côté les jeunes fils d'ouvriers arrivés à maturité à la fin des années 80 dans un contexte d'écroulement du marché de l'emploi industriel et de destruction du monde ouvrier, été confrontés à l'épidémie d'héroïne, de sida, dans des cités de transit à peine résorbées, et, d'un autre côté, les nouvelles générations qui ont grandi ensemble, souvent avec pour seul horizon le chômage, la précarité, les économies souterraines, le racisme ? Quoi de commun entre les enfants de migrants déracinés et ceux qui sont nés de parents socialisés en France ? Entre les émigrés qui ont vécu de façon clandestine leurs convictions religieuses et les deuxième, troisième, voire quatrième générations, qui revendiquent de manière plus ostensible, même si le dilemme persiste, leur double appartenance, leur double culture à la fois laïque et républicaine ? Est-ce qu'on peut penser ou laisser croire que ces vingt à trente ans de politique publique destinée à faire face à l'exclusion, au prétendu déficit de lien social, n'ont pas engendré un profond ressentiment au regard des frustrations accumulées et des promesses non tenues, ce qui permettrait de comprendre le scepticisme quand on parle d'*espoir banlieue* ? Le fait est que les jeunes qui posent problème, qui ont brûlé des voitures en 2005 ou plus récemment, ont peu à voir avec les générations plus âgées, du point de vue de leur socialisation, de leur mode de consommation, de leur rapport aux institutions, de leur perspective d'avenir. C'est ce que montrent les clivages assez forts entre ceux qu'on appelle les petits (les 14-18 ans) et les grands, ceux qui ont jusqu'à 30, 35 ans. Contrairement à toute une mythologie, les grands ne maîtrisent pas les petits, et ce sont les petits qui ont brûlé des voitures en dehors du contrôle des grands – lesquels contrôlent de moins en moins, qu'ils soient ou non acteurs du trafic. Parler d'une crise des banlieues dans la durée a quelque chose d'assez paradoxal parce que les populations ne sont pas les mêmes, parce que les conditions de vie ont changé, parce que les politiques mises en œuvre n'ont pas produit (c'est le moins que l'on puisse dire) les effets escomptés. L'objet quartier est fondamentalement ambivalent. Lorsque les journalistes, les politiques, les chercheurs, parlent des *quartiers*, ou on en dit trop, ou on n'en dit pas assez, on est soit sur le registre de la dramatisation, soit sur celui de l'euphémisation. Comme si l'on n'arrivait plus à désigner de manière neutre et indépendante un objet qui résiste à l'objectivation ; cette difficulté nouvelle est aussi une des caractéristiques de ces métamorphoses que je traque.

L'objet quartier

Pour résumer, je dirai que ce qui se passe à partir des années 90 – transformation, changement, décomposition ou recomposition – trouve une exacerbation dans les émeutes de 2005 à un point d'intensité inconnu jusque là. Alors soit on dit, en gros, c'est toujours la même chose mais on n'explique pas l'intensité des événements, soit on dit qu'on n'avait jamais vu ça, mais du coup on est obligé de changer de modèle et de se dire que les modèles anciens ont perdu leur pertinence. On peut essayer d'étayer davantage ce processus global à partir de quatre ou cinq dimensions qui permettent d'analyser, de décomposer cet objet sous influence pour des raisons politiques, idéologiques, médiatiques, etc. On distinguera les dimensions de nature cognitive, les dimensions socio-économiques, déviantes ou délictuelles pour ne pas dire « délinquancielles », ethniques et raciales, enfin politiques ou militantes.

La spatialisation des problèmes sociaux

Sur les dimensions cognitives ou symboliques, on est frappé par le déplacement et le flottement des catégories. Les chercheurs s'accordent à reconnaître un déplacement des désordres sociaux vers les violences urbaines. Dans les années 80, la question des banlieues était rangée dans la rubrique société, autour de la notion d'exclusion sociale ; à la fin des années 90, elle est classée dans la rubrique des faits divers. L'invention des violences urbaines qui est, comme vous le savez, une catégorie policière plutôt qu'une catégorie scientifique, participe de ce déplacement. On ne nomme plus les choses de la même manière. En fait de flottement, on ne parle déjà plus de banlieue ouvrière ; même si cet adieu au prolétariat et aux classes n'est pas si évident, cela constitue une vraie rupture. Parler de quartier en difficulté ce n'est pas non plus la même chose que de parler de zone urbaine sensible ou encore de zone de non droit, notions plus brutales qui font peur. Le déplacement serait double : on passerait du social à l'urbain et des classes au territoire. La question urbaine dans les années 80 n'est pas très importante ; depuis une dizaine d'années, elle est prédominante et traduit une spatialisation des problèmes sociaux qui permet de comprendre la place qu'occupe en France la question des quartiers populaires. Le regard a changé mais ce n'est pas non plus un problème spécifique aux quartiers. L'occupation des bords du canal Saint-Martin par les SDF, par exemple, ou éventuellement les centres de rétention, voire les prisons, témoignent aussi d'une forme de spatialisation du problème social, d'un phénomène d'ancrage territorial plus général.

Concernant la dimension socio-économique, on observe une double tendance : à la fois une dégradation sociale de la situation dans ces zones urbaines sensibles (ZUS, créées en 1996), notamment à partir du moment où l'État et l'administration se dotent d'un certain nombre d'outils pour objectiver ces phénomènes sur quelques variables clés, en gros les jeunes, les étrangers et les chômeurs ; si l'on prend par exemple le chômage des jeunes de moins de vingt-cinq ans, la dégradation sur sept ans est significative puisqu'on atteint des niveaux de chômage trois à quatre fois supérieurs à ceux de la moyenne nationale et très supérieurs à ceux de la commune de référence. Concernant les revenus, on constate un creusement des écarts y compris là où existent des dispositifs adéquats comme les zones franches urbaines ou les zones de redynamisation urbaine. En même temps, le phénomène n'est pas homogène : les situations locales sont très diversifiées et sur le plan socio-économique, un quart des ZUS voit sa situation s'améliorer sur la base de l'observatoire des ZUS de 1995. Fait également intéressant à observer, ce n'est pas forcément dans les bassins d'emploi dynamiques comme la région parisienne que le niveau d'emploi des ZUS augmente ; autrement dit, on aurait plus affaire à des effets de contexte qu'à des effets de structure. Ce qui rend la discussion sur les banlieues extrêmement compliquée, parce qu'elle doit intégrer à la fois des tendances homogènes qui ne sont d'ailleurs pas propres à la France, et des spécificités locales, ce qui oblige à construire des modèles ou des hypothèses qui prennent en compte cette hétérogénéité des situations sociales.

Sur les dimensions déviantes et délictuelles, on assiste à un essor de la délinquance tout à fait remarquable depuis 1972, avec néanmoins une différence très marquée selon les types de contentieux. Alors que les atteintes aux biens connaissent une exponentielle bien plus forte et qu'elles sont, en termes de volume, sans commune mesure avec les atteintes aux personnes, c'est sur ces dernières que le débat public sur la violence a davantage porté. La délinquance des mineurs,

sujet vaste et délicat, augmente de façon massive avec le phénomène lourd de la place des usages mais aussi des trafics de drogue, qui a complètement changé les choses. La drogue n'existait pas dans les milieux populaires avant le début des années 70. Elle apparaît dans certains quartiers des Hauts-de-Seine et explose dans les années 80 avec la phénomène de toxicomanie. Ce qui émerge dans la période récente ce n'est pas la drogue, l'usage, le trafic, c'est la professionnalisation du business. Ce phénomène que les statistiques peinent à mesurer pourrit l'ambiance des cités et change considérablement la donne, notamment la concurrence entre les filières préprofessionnelles que constituent le deal par rapport aux filières normales qui passent par l'école, etc. Pour évaluer ce phénomène nous manquons d'indices et d'indicateurs et nous sommes très pauvres en données statistique fiables. Elles sont produites par une institution unique dont l'indépendance, qui avait été demandée, n'est pas avérée, et localement ces données statistiques donnent lieu à des opérations assez opaques – on va le dire de cette manière là. Au problème de la crédibilité de ces données générales sur la délinquance – le fameux état 4001 – s'ajoute l'absence de dimension territoriale. Qu'est ce qui montre par exemple que la violence a augmenté dans les quartiers ? Le ministère de l'intérieur ou l'observatoire national de la délinquance possèdent peut-être ces statistiques, mais les chercheurs n'y ont pas accès, même Hugues Lagrange qui est une référence dans ce domaine ! Je suis preneur de toute information sur le sujet ! Outre les rapports des RG qui travaillent plus sur l'indice, on constate sur le terrain, comme chercheur, élu ou travailleur social, une vraie dégradation de l'ambiance. On ressent une intense crispation tout le temps qu'un type va servir ses clients mais après le quart d'heure ou la demi-heure de transaction, le quartier redevient tout à fait normal.

De la question sociale à la question ethnique ?

Quatrième dimension, raciale et ethnique : alors que dans les années 80 le vocabulaire était tabou et que l'on parlait difficilement de noirs et d'arabes, aujourd'hui ce sont des catégories de désignation largement banalisées. Le CRAN, par exemple, revendique cette représentation des Noirs de France. D'un côté, on assiste à une ethnicisation des rapports sociaux appréhendés en fonction de catégories ethniques ou raciales, et ce phénomène trouve une forme d'exacerbation dans les quartiers où ces catégories ont remplacé celles de bourgeois ou de petit-bourgeois. Faut-il parler d'une intériorisation de ces catégories ou au contraire d'une inversion du stigmate ? Dans tous les cas ce phénomène me semble très remarquable. Sur la question : est-on passé de la question sociale à la question ethnique ? je renvoie à l'excellent essai d'Éric et Didier Fassin « Question raciale, question sociale », publié aux éditions de La Découverte en 2007. Cette banalisation des catégories de désignation ethnico-raciales dans le contexte des quartiers populaires se traduit par une tension entre le mépris et le respect, bien étudiée il y a quelques années par Didier Lapeyronie. Le sentiment fort des habitants à l'égard des institutions, que ce soit l'école, les bailleurs sociaux, la justice, la police, est celui du mépris, de l'injustice, avec évidemment une forte coloration raciste puisqu'en face d'eux ils ont des enseignants blancs, des policiers blancs, etc. D'un autre côté, ces habitants aimeraient avoir les mêmes droits que tout le monde et cette demande d'égalité, bien inscrite dans nos valeurs républicaines, prend une dimension symbolique supplémentaire autour de la notion de respect, qui révèle un phénomène sociétal plus général. Les émeutes de 2005 expriment parfaitement cette tension entre un sentiment d'injustice, de mépris à l'égard de deux adolescents morts dans des conditions dramatiques et toujours inexplicables, et une demande de respect, d'accès au droit et de reconnaissance.

Quant à la dimension politique, il faudrait faire l'histoire sociale du militantisme dans les quartiers populaires, en particulier depuis la marche des beurs. Mon hypothèse repose sur l'existence de trois moments. La première vague a été celle de la mobilisation, de la visibilité de ce qu'on a appelé les beurs, où tout à coup la société française a découvert, étonnée, que les émigrés avaient des enfants ; cette première phase est devenue mythique même si elle a sombré d'une drôle de manière. Deuxième vague, celle de la dépolitisation avec le trafic, le business, l'héroïne qui a fait beaucoup de mal, et l'Islam, voire le livre de Gilles Kepel « Les banlieues de l'islam » (1987). Troisième phase, celle de la repolitisation, avec AC le Feu par exemple, même si notre société et les observateurs du monde social peinent à le reconnaître.

On pourrait rassembler ces différentes dimensions. Quand on considère la création de la catégorie de zone urbaine sensible, les décrochages sociaux-économiques, la courbe des outrages aux agents dépositaires de la force publique collectés par le CESDIP et par Fabien Jobard en particulier, on voit bien qu'il y a un pic au milieu des années 90, et un effet puissant du 11 septembre sur la banalisation ethnique et raciale. Dans ces temps de globalisation, de fluidité, on assiste à une sorte de reterritorialisation autour de la figure des quartiers qui jouent pour le pire une fonction de bouc émissaire (c'est le danger qu'il faut fuir en les mettant tous en prison, en fuyant le quartier, etc.). Mais en même temps cette reterritorialisation donne aussi à voir des processus invisibles, d'où l'importance de sa mise à l'agenda qui assure une sorte d'ancrage.

Ghetto ?

Deux hypothèses fortes se dégagent. La première consiste à prendre acte des formes de marginalisation urbaine et sociale qui travaillent les espaces de relégation dans certaines cités et grands ensembles, sans aller jusqu'à considérer que la radicalisation de cette situation sociale conduirait à la constitution de ghettos au sens du ghetto noir américain. C'est ce que développe Loïc Wacquant dans son dernier livre « Parias urbains ». L'auteur explique qu'on a affaire à des processus de marginalisation qui revêtent dans un cas des formes socio-spatiales disparates, très homogènes axées sur la différenciation raciale, ou, dans un autre, très hétérogènes, fondées sur l'exclusion sociale, mais qui dans tous les cas relèvent d'un processus qu'il appelle la *marginalité urbaine avancée* et qui touche aussi bien l'Amérique que l'Europe de l'Ouest.

L'autre hypothèse consiste à franchir le pas en considérant qu'il y a du ghetto dans les quartiers populaires, ce ne qui ne revient pas à dire que les quartiers sont devenus des ghettos. Le ghetto n'est pas un lieu, mais une institution, un mode d'organisation sociale et des jeunes qui vivent dans certains quartiers ne vivent pas dans le ghetto ; à l'inverse, d'autres sont surreprésentés dans le ghetto, en particulier les jeunes qui font dans le business. La dimension raciale joue aussi puissamment en France, le racisme étant un opérateur de formation du ghetto d'un point de vue à la fois interne et externe. On peut, en effet, considérer que via la logique coloniale le racisme est une donnée intégrante de la culture française, même si c'est un peu dur à accepter. Mais le racisme joue aussi en interne entre les habitants des quartiers : entre les blancs et les non blancs, entre les arabes eux-mêmes : les Marocains avec les Tunisiens par exemple, avec un mélange assez détonnant de questions liées au racisme et de questions liées au sexisme. Cette analyse est développée par Didier Lapeyronie dans son dernier livre « Ghetto urbain ». Son enquête, conduite dans une ville moyenne de province, nous conduit à penser que les logiques de ghettoïsation seraient peut-être plus fortes dans les petites villes que dans les grandes.

L'ambivalence du quartier

D'un côté, une explication comme celle développée par Loïc Wacquant qui consiste à articuler les différentes formes d'inégalité sociale et urbaine autour de la logique d'un système néolibéral, et de l'autre une explication qui consiste à différencier des logiques d'oppression sociale, raciale ou sexiste qui ne font pas corps. Pour ma part, je serais tenté de pencher vers cette interprétation car l'accent mis sur l'hétérogénéité des logiques permet d'expliquer un phénomène caractéristique de l'objet quartier populaire, à savoir l'ambivalence. Cette ambivalence était déjà présente dans l'enquête menée par François Dubet dans les années 80, qui parlait de la rage des jeunes des quartiers mais aussi de leur capacité d'action. Ambivalence aussi des jeunes par rapport à la ville, à la cité : attachement et rejet ; ils sont à la fois victimes de la violence et acteurs ; la méfiance des institutions à l'égard des associations locales et leurs tentative d'instrumentalisation ou de mise à l'écart ; le rôle de l'Islam également. Toutes ces situations se cristallisent dans une expérience urbaine très ambivalente. Wacquant parle de communauté impossible en raison des effets de stigmatisation résidentielle : Mohammed ne trouve pas de travail moins parce qu'il est arabe que parce qu'il habite Villiers-le-Bel. Approche partagée par Lapeyronie qui parle de communauté à l'envers en mettant l'accent sur les effets de stigmatisation. Nous sommes bien dans une expérience qui est incapable de s'inscrire dans une communauté protectrice et qui fonctionne plutôt comme un piège dont on aimerait sortir... sans le pouvoir. Si l'ambivalence est la caractéristique que l'on peut déduire de cette

hétérogénéité des logiques qui participent à la transformation des quartiers populaires, je conclurai en disant que pour moi la grande question serait comment sortir de cette ambivalence, ce qui n'est pas une question simple.

Débat

Question

Une dimension de la mobilité résidentielle et sociale dans ces quartiers n'est pas complètement explicite dans vos propos. Le changement de couleur comme vous dites ne traduit pas simplement un changement de socialisation mais aussi le fait que les populations se succèdent dans les cités. Dans les ZUP, la mobilité sociale résidentielle est à peu près équivalente à ce qu'elle est dans les agglomérations de référence. Ce qui veut dire que nous n'avons pas affaire, me semble-t-il, à des populations scotchées dans des espaces dont elles ne pourraient pas sortir, mais que nous avons affaire à des flux successifs. Pour partie cela expliquerait aussi ces métamorphoses des banlieues.

Réponse

Nous manquons de données sur ce sujet de la mobilité. Si je prends l'exemple de Clichy-sous-Bois et notamment le grand ensemble de Montfermeil, intuitivement mon sentiment est que nous avons affaire plutôt à une population scotchée, qui est là depuis quinze, vingt ans, et le ressentiment à l'égard des grands programmes est d'autant plus fort. En revanche, dans le cas d'Asnières, qui est en voie de gentrification, on se trouve beaucoup plus dans la mobilité aussi bien sociale qu'urbaine. Sur les effets du parc de logements, sur les phénomènes d'agrégation, nous n'avons pas de visibilité.

Question

Quelle est l'évolution économique de ces territoires et concernant l'économie souterraine, s'exerce-t-elle à l'intérieur du territoire ou est-elle en flux avec les autres territoires de la cité ?

Réponse

Cette économie est florissante mais comme dans toute économie les positions lucratives sont limitées ; on compte deux ou trois familles qui tirent les profits mais pas dans tous les quartiers. Quels sont les effets de cette économie sur l'environnement ? Ils sont lointains mais pas forcément au bled. Même sur un territoire connu pour être une plaque tournante de drogue, on ne verra pas pour autant fleurir les kebabs, les commerces, etc. Au fond, les dealers sont des néo libéraux, ils y croient. Ce sont de petits entrepreneurs qui partagent les normes et les valeurs de l'économie légale. La question qui m'intéresse est celle de la porosité de ces mondes et celle des transferts. Si des voyous sont devenus des gens respectables, ce n'est pas seulement parce qu'on a acheté de la paix sociale sur leur dos – possibilité qu'il ne faut pas exclure – mais c'est aussi parce que l'économie souterraine constitue un gisement de compétences et donc de conversions possibles.

Question

Sur la mobilité sociale, on ne dispose que des statistiques globales. Mon hypothèse est qu'il y a quelques années les jeunes issus des quartiers avaient la possibilité de s'extraire plus facilement alors qu'aujourd'hui, en raison des processus de communautarisation, ces jeunes, et en particulier les jeunes filles, sont de plus en plus piégés.

Réponse

Il me semble que justement le cas des jeunes filles illustre bien cette possibilité de jouer sur les deux tableaux. D'un côté, elles sont soumises à l'héritage familial, qui plus est migratoire, donc à la

ségrégation des rôles, des genres, à l'assignation à un certain nombre de valeurs et de normes ; d'un autre, la réussite plus importante des filles grâce à l'école favorise une promotion sociale et donc une mobilité urbaine qui contraste fortement avec l'immobilité des jeunes mâles. Ce n'est donc pas forcément plus difficile d'en sortir, ce qui l'est plus c'est de jouer sur les deux registres : n'être plus seulement la fille de, la sœur de, c'est-à-dire être assignée à un groupe, avec tout le jeu des réputations que cela implique, mais être désaffiliée, devenir un individu qui dispose d'un travail, d'un diplôme, d'un certain nombre de compétences. Pour les garçons, ce jeu de rôles, cette tension, sont moins accentués. Mais le propos doit être nuancé. Je me souviens par exemple des enquêtes menées par J.S Bordreuil dans les années 90 à Marseille, qui montraient que la mobilité des jeunes en particulier, mais aussi des habitants des quartiers Nord, était beaucoup plus importante que celle qu'on pouvait imaginer si on la mesurait par la fréquence des sorties dans le centre ville. La mobilité dans la ville, expliquait J.S Bordreuil, est une manière d'échapper aux stigmates des gens des cités. Je ne saurais dire si ce constat est toujours vrai, d'autant que cette tension entre l'immobilisation contrainte et l'exploration à travers la mobilité dans la ville n'est pas du tout étudiée. Ce qui joue par ailleurs comme contrainte à la mobilité relève moins, me semble-t-il, de la communauté que de la fratrie. Ce sont les grands frères qui interdisent à leurs sœurs de sortir mais pas l'imam, pas la communauté.

Question

Existe-t-il des chiffres sur la réussite des jeunes des quartiers ? En tant que président de région au Maroc, je suis émerveillé par la réussite de ces jeunes issus de la deuxième et la troisième génération qui rentrent au pays riches de diplômes, d'expériences professionnelles et de projets.

Réponse

L'indicateur bac + 2 est intéressant parce que d'un recensement à l'autre, la proportion explose : à Asnières–Genevilliers, par exemple, on est passé du début à la fin des années 90 de 10 % à plus de 30 %. Je crois à la force des quartiers, à ces dimensions positives aussi bien en termes de lien social que de réussite. Mais en même temps la promotion scolaire ne doit pas masquer la descente sociale : même après être sorti de l'université avec éventuellement un doctorat, le jeune reste dans la précarité. Ce qui pourrait d'ailleurs expliquer les retours. Ces effets de précarité à retardement auxquels s'ajoutent les effets de discrimination ethnique amènent à être moins optimiste qu'on pourrait l'être.

Question

Que signifie pour vous le fait de franchir le pas en parlant de ghetto ?

Question

Parler aujourd'hui de ghetto : je dirai que jusqu'ici on hésitait à le faire et pourtant on décrivait des logiques et des conduites qui s'y apparentaient. Un pas scientifique et moral est donc franchi qui permet de ne plus sous-estimer l'expérience raciale des gens, ce qu'on a tendance à faire par intégrisme républicain en France. Cette idée de l'inertie, du statu quo, est très vivement ressentie par les gens du quartier et pas seulement par les jeunes. Le fait de parler de la ghettoïsation, des liens entre le racisme et le sexisme, de ne pas avoir une vision angélique des quartiers est une manière d'alerter les pouvoirs publics sur la gravité de la situation, même si ce n'est pas la première fois qu'on le fait et que le désenchantement est très fort.

Question

Vous avez palé de la vague actuelle de repolitisation dans les quartiers : qu'entendez-vous par là ?

Réponse

La vision des quartiers comme un désert politique ne correspond pas à la réalité. Ce n'est pas parce que ces habitants ne sont pas encartés, ne sont pas partie de notre culture politique et syndicale, qu'ils n'ont pas des registres d'actions spécifiques et efficaces. Je pense, par exemple, que lors des dernières élections municipales, une révolution silencieuse s'est traduite par la présence de listes autonomes, l'association de gens à des partis, et par l'élection comme à Bobigny de nouveaux adjoints de moins de trente ans.